

L'ARMÉE DANS LA NATION

« La sécurité du monde occidental impose à la France la permanence en Algérie. Ce que représente l'Algérie n'est qu'une bataille dans l'immense conflit où se débat aujourd'hui le monde libre. L'avenir de la bataille, c'est-à-dire reculer et abandonner du terrain à l'Est, l'avenir de toute l'Europe occidentale et de sa civilisation s'y joue. »

QUAND le général Maurice Challe faisait cette déclaration au journal franquiste La Vanguardia, il n'était pas encore un rebelle « parjure à son devoir », mais le commandant en chef des forces françaises en Algérie, l'homme de confiance du général de Gaulle. C'était au printemps de 1959, époque où le successeur du général Salan, comme avant lui Robert Lacoste, affirmait publiquement sur un ton péremptoire que la victoire militaire était une question de mois. Déjà le général Challe reprenait les thèmes principaux des défenseurs de l'Algérie française, des maniaques de « la guerre subversive », des colonels du V^e Bureau.

L'insurrection militaire du 22 avril 1961, beaucoup plus grave en fait que les émeutes de janvier 1960, apparaît ainsi ce qu'elle est véritablement, la conséquence logique du 13 mai 1958 et, plus profondément encore, l'aboutissement prévisible de la politique poursuivie depuis près de cinq ans avec obstination par un groupe d'officiers supérieurs et généraux. Le caractère principal du soulèvement déclenché par les généraux Challe et Zeller est en effet qu'il se rattache directement, non pas aux « complots » des activistes civils d'Alger, d'Oran ou de Paris, mais à l'action plus secrète et plus efficace des réseaux strictement militaires. Cette fois, à cet égard, la situation est beaucoup plus claire qu'en mai 1958 ou en janvier 1960. La fiction de « l'Armée arbitre », de « l'Armée s'interposant entre le Pouvoir et les émeutiers » a disparu. C'est « l'Armée » elle-même qui tente le coup de force, c'est « l'Armée » qui déclenche la guerre civile.

Il faut répondre à la question principale : quelle Armée ?

Les hommes qui viennent de déclencher en

Algérie un mouvement de type franquiste appartiennent à deux catégories très différentes. Les uns sont des généraux « traditionnels », connus depuis longtemps pour leurs opinions politiques réactionnaires, mais qui représentent en un certain sens l'armée classique. Les autres sont des colonels ou des commandants de la jeune génération, et parmi eux on retrouve quelques-uns des principaux « théoriciens » de « la guerre subversive » et de « l'action psychologique ». Dans une large mesure on peut considérer que ce sont ces officiers ultras de la « jeune armée » qui ont entraîné les généraux factieux, qui leur ont fourni leur idéologie, leurs méthodes, les cadres de combat.



(Agip)

*Maurice CHALLE, féal,
et Raoul SALAN, féal*

Raoul Salan, général d'armée, soixante-deux ans, ancien officier des services de renseignements, a été le plus politicien des généraux factieux. Il a toujours su, tout au long de sa carrière discerner dans les cas difficiles le camp des futurs vainqueurs et s'y

ranger quand le succès apparaissait acquis. En 1938, Georges Mandel, ministre des Colonies, lui confia la direction du 2^e Bureau, de ce qu'on appela à cette date « l'État-major impérial ». Salan est alors capitaine. Il devient l'homme de confiance du général Bohrer, collaborateur le plus proche de Mandel. Mais deux ans plus tard, il se rallie au régime de Vichy, et se retrouve chef du 2^e Bureau des forces stationnées en Afrique Occidentale Française, ce qui fait de lui le conseiller du gouverneur de Boisson, l'homme qui, en septembre 1940, fait ouvrir le feu sur les Français libres et empêche le ralliement de Dakar. En 1942, nouvelle évolution. Les Américains et les Anglais débarquent en Afrique du Nord, installent au pouvoir Darlan, puis le général Giraud. Le commandant Raoul Salan se rallie aussitôt et joue un rôle déterminant dans le Ralliement de Boisson et des vichystes d'A.O.F. Promu colonel, il participe au débarquement de Provence. Il reçoit le commandement de la 14^e Division d'Infanterie, il est général de brigade. De Lattre, qui l'apprécie pour son courage physique et surtout pour son intelligence froide, écrit de lui : « Ne provoque pas les situations, mais les voit venir et est capable alors de les saisir avec une vigueur extraordinaire et pour ne plus lâcher prise. » Tout Salan est défini en ces quelques mots, il est bien celui que, pour ses habitudes de ruse autant que pour ses longs séjours en Extrême-Orient, ses collaborateurs autant que ses adversaires ont surnommé « Le Chinois ». De 1945 à 1953, il ne quitte presque pas l'Indochine. Il est au premier plan un des hommes dont le nom est inséparable des huit années de la plus insensée des guerres coloniales.

Commissaire de la République pour le Nord-Vietnam, il succède à de Lattre en 1951 comme commandant en chef du corps expéditionnaire. Le 13 novembre 1956, il devient commandant de la 10^e Région militaire (Algérie) et commandant supérieur en Algérie. A cette date, les ultras civils d'Algérie le tiennent pour suspect de « libéralisme ». C'est l'attentat au bazooka, dirigé, le 17 janvier 1957, contre les bureaux du commandement. Salan y échappe, un de ses collaborateurs, le commandant Rodier, est tué. Le principal responsable, Kovacs, court toujours. Salan, lui, tient compte de l'avertissement. Non qu'il ait peur, mais il mesure soudain quelle force réelle, quelle dangereuse possibilité révèle l'attentat — révèlent surtout les complicités

multiples dont disposent les assassins et leur impunité. Il garde ses distances, mais il s'informe des activistes, des groupes qui complotent, presque au grand jour. Après le 13 mai, il se retrouvera, lui le général « bradeur », au balcon du Gouvernement Général, acclamé par les voyous de Lagailarde et de Martel, par les hommes des Unités territoriales, par les gens qui un an plus tôt avaient voulu le tuer. Il choisit **l'Algérie française** et il lance le 15 mai, l'appel à de Gaulle. Le 9 juin, il devient délégué général du gouvernement gaulliste en Algérie. Il organise le référendum truqué du 28 septembre. A ce moment, son pouvoir semble immense, il a « l'Armée d'Algérie » à ses ordres et cette armée « quadrille », « encadre », « ratisse » l'Algérie. De Gaulle s'en inquiète et Salan est nommé inspecteur général de la Défense, poste prestigieux sur le papier, mais qui ne comporte aucune attribution définie. Dès lors, il s'engage dans l'opposition, d'abord à sa manière, discrète et furtive, puis ouverte. Pendant l'émeute du 24 janvier, il se garde de prendre position. Mais, en septembre 1960, alors qu'il vient de prendre sa retraite et de s'installer à Alger, il condamne publiquement la politique d'autodétermination. Rappelé à Paris, il passe en Espagne au mois de novembre, accompagné du capitaine Ferrandi, officier parachutiste, il s'installe à Madrid, attend son heure, calcule. Cette fois-ci, il joue le tout pour le tout. Il rejoint Alger. Il a choisi la guerre civile.

Le général André Zeller, moins connu, a joué lui aussi un rôle important au cours des dix dernières années, mais sur un autre plan. Il s'est attaché toujours à peupler les états-majors et les postes de commandement d'officiers de son bord, acquis à la thèse de l'Algérie française et de la guerre subversive. Dès 1955, il met son autorité au service de ce groupe d'officiers ultras. Il est alors chef d'état-major de l'Armée de terre. L'un des premiers dans les rangs de « la haute armée », il se dit convaincu par les analyses et les théories des officiers rapatriés d'Indochine, qui croient avoir découvert la guerre révolutionnaire et compris Mao Tsé Toung.

Dès le mois de février 1956, il s'oppose à Max Lejeune, secrétaire d'État à la Guerre, qui refuse de le suivre sur ce terrain. Le général Zeller démissionne alors et devient le porte-parole des officiers activistes. Il est rappelé à l'activité après le 13 mai 1958 et redevient chef d'état-major de l'Armée de terre. Il soutient à la fois la politique d'intégration et la

tentation des officiers du 5^e Bureau qui rêvent de « quadriller » la France, comme l'Algérie, de « mettre en condition » la population française. Atteint par la limite d'âge en décembre 1958, il est maintenu en activité jusqu'au mois d'octobre 1959. Depuis sa retraite, il reste un des éléments les plus actifs du groupe des généraux activistes. Il est en contact permanent avec Jouhaud, Massu, Salan. Il est le plus caractéristique des cadres traditionnels ralliés à « la jeune armée ».

Autre membre du groupe des généraux du 13 mai, **Edmond Jouhaud**, cinquante-six ans, ancien commandant en chef des forces aériennes en Algérie, ancien adjoint opérationnel du général Salan, vice-président en mai 1958, du **Comité de Salut Public Algérie-Sahara**, prit sa retraite anticipée en octobre 1960. Il devint président d'honneur du **Rassemblement national des Français rapatriés d'Afrique du Nord**, mouvement dont les activités en France ont servi de relais et de couverture à de nombreux activistes. Établi en Algérie depuis la fin de 1960, il était resté en liaison avec les officiers ultras mutés en France et avec les réseaux clandestins d'Afrique du Nord. A plusieurs reprises les quelques hauts fonctionnaires « libéraux » de la Délégation générale avaient demandé son expulsion d'Algérie. Paris n'avait pas osé...

Cependant, le fait le plus grave n'était pas la présence à Alger de Salan, de Zeller, de Jouhaud. Même si les uns et les autres avaient des complices et des fidèles dans certaines unités ou dans certains états-majors, aucun n'avait la popularité, l'autorité, l'énergie de Challe. L'ancien commandant en chef du secteur Centre-Europe de l'OTAN, qui avait demandé à la fin du mois de janvier dernier, un peu après le procès des barricades, sa mise à la retraite anticipée, est considéré dans l'armée, même par les officiers républicains, comme un homme redoutable, méthodique, qui n'abandonne rien à l'improvisation. Le coup d'Alger est en grande partie son oeuvre, son entreprise personnelle. Salan, Zeller, Jouhaud lui servaient pour ainsi dire de couverture, de caution vis-à-vis du reste des généraux et des officiers. En les ayant à ses côtés, il pouvait montrer qu'il n'agissait pas pour son compte, mais que « l'Armée » en tant que corps le suivait.

Dans ce soulèvement, c'est Challe l'élément décisif. Il assurait, par son âge, son passé, son long séjour en Algérie, la position entre les cadres traditionnels et les officiers de « la guerre révolutionnaire ». Il était la liaison

organique de Salan, du général Gardy, ancien inspecteur général de la Légion étrangère, et du colonel Argould, ancien chef d'état-major du Corps d'armée d'Alger, du colonel Gardes, l'homme du 5^e Bureau, d'Ortiz et des barricades, du colonel Godard, l'ancien directeur de la Sûreté à Alger, l'homme de Massu, l'homme de « la bataille d'Alger » en 1957.



(A.D.P.)

Toi aussi, mon fils...

Ce qui s'est passé en Algérie est donc le terme ultime d'une conspiration militaire d'un type particulier et nouveau en France. Pour la première fois dans son histoire, ses officiers les plus gradés et les plus honorés, nantis des plus hautes responsabilités militaires, ont tenté de s'assurer directement le contrôle du Pouvoir. La réussite technique de la première phase de l'opération — qui n'est pas contestable, quoique assez limitée — apparaît en effet due, en grande partie, au fait que les éléments activistes civils n'ont joué aucun rôle et, sans doute, n'y avaient aucune part. Ces officiers « politiques » ont opéré — dans l'immédiat — pour leur propre compte. Ils ont délibérément brisé le mythe de « l'unité de

l'armée » utilisé encore en janvier 1960. Par leur action, ils auraient, consciemment ou non, déclenché la guerre civile. Car c'est bien une guerre civile qui aurait suivi, opposant peut-être deux parties de l'armée et deux parties de la nation.

L'écrasement du mouvement insurrectionnel doit aboutir à la dislocation effective des unités de mercenaires parachutistes et légionnaires, à une refonte complète du corps des officiers et à une révision du rôle et des pouvoirs de l'armée au sein de la nation.